



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Départementale de la Côte-d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 1355 du 23 AOUT 2024

Portant mise en demeure de respecter diverses prescriptions applicables

SOCIÉTÉ EDIB

LONGVIC (21600)

Le préfet de la Côte-d'Or

VU le Code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 181-1, L. 514-5 ;

VU le Code de justice administrative ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

VU l'arrêté préfectoral n° 285 du 22 mars 2021 portant actualisation des prescriptions clôturant l'instruction d'une étude de dangers et clôturant l'instruction d'un réexamen IED ;

VU le courrier de la société EDIB en date du 13 juillet 2021 présentant les travaux de captation des COV prévus sur le site ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 mai 2024 ;

VU le tableau des investissements prévus transmis par l'exploitant en date du 13 mai 2024 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 juillet 2024, transmis à l'exploitant par courrier du 2 juillet 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 10 juillet 2024 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

VU les observations présentées par l'exploitant sur le rapport d'inspection par courriel du 19 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'article 3.2.2.2 de l'arrêté préfectoral n°285 du 22 mars 2021 susvisé dispose :

« L'exploitant transmet au préfet, avant le 1er juillet 2021, une étude technico-économique pour capter et traiter les émissions de COV au droit de l'atelier A3a (nouveau bâtiment A), des fosses à broyats (nouveau bâtiment B), des cuves ST 200 et des fosses à neutralisation. Les solutions techniques retenues sont mises en œuvre avant le 18 août 2022. » ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a transmis le 13 juillet 2021, un courrier présentant les travaux de captation de COV devant être réalisés sur le site ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de justifier la nécessité ou non d'équiper le bâtiment B d'un système de captation ou de traitement. » (non conformité n°1 du rapport d'inspection du 13 novembre 2023)

CONSIDÉRANT que l'exploitant indique dans sa réponse à la non-conformité n°1 susmentionnée « Nous allons procéder à une série de prélèvements de COVs près des fosses à broyats. En fonction des résultats d'analyse obtenus, nous justifierons de la nécessité ou non d'équiper ce nouveau bâtiment (B) d'un système de captation ou de traitement de COVs. » ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a précisé seulement lors de la visite d'inspection en date du 2 mai 2024, qu'il allait mettre en place une captation des COV dans le bâtiment B et qu'il a transmis en date du 15 mai 2024, un tableau des investissements qu'il allait réaliser pour capter les COV sur son site ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 2 mai 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que la captation des COV n'était pas mise en place au sein du bâtiment B et que celui-ci était fermé sur 1 seul côté et non 3 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 2 mai 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que la zone de dépotage du ST200 ne disposait pas de captation de COV ;

CONSIDÉRANT que l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral n°285 du 22 mars 2021 susvisé dispose :

« L'exploitant met notamment en œuvre les dispositions suivantes avant le 18 août 2022 :

(...)

• une surveillance et un plan de gestion des odeurs (MTD 10 et 12). » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 2 mai 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que la MTD 10 qui consiste à surveiller les odeurs n'était pas mise en œuvre ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 2 mai 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que la MTD 12 qui prévoit « qu'afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, la MTD consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir la MTD 1), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole précisant les actions et le calendrier,
- un protocole de surveillance des odeurs, tel que décrit dans la MTD 10,
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple),
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributeurs des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction. » n'avait pas été mise en œuvre par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que ces faits constituent des manquements aux dispositions des articles 3.2.2.2 et 2.1.4 de l'arrêté préfectoral n°285 du 22 mars 2021 susmentionné ;

CONSIDÉRANT que ces manquements sont de nature à impacter les tiers ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit « en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations [...] l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

CONSIDÉRANT que, compte tenu de ce qui précède, il convient de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans des délais déterminés, les dispositions articles 3.2.2.2 et 2.1.4 de l'arrêté préfectoral n°285 du 22 mars 2021 susmentionné ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement, l'exploitant a fait part de ses observations en date du 19 juillet 2024 suite à la transmission du projet d'arrêté de mise en demeure à l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que, l'exploitant a apporté des éléments qui ne concernent pas le contenu de l'arrêté portant mise en demeure de respecter diverses prescriptions applicables ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société EDIB (SIRET 37989790300025), dont le siège social est situé 5 boulevard de Beauregard à LONGVIC (21600), est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour l'installation de traitement de déchets dangereux qu'elle exploite au 5, Boulevard de Beauregard - Zone Industrielle (21600) LONGVIC :

Dispositions	Délais à compter de la notification du présent arrêté
Article 3.2.2.2 de l'arrêté préfectoral n°285 du 22 mars 2021 susvisé dispose : « L'exploitant transmet au préfet, avant le 1er juillet 2021, une étude technico-économique pour capter et traiter les émissions de COV au droit de l'atelier A3a (nouveau bâtiment A), des fosses à broyats (nouveau bâtiment B), des cuves ST 200 et des fosses à neutralisation. Les solutions techniques retenues sont mises en œuvre avant le 18 août 2022. »	Délai : 6 mois
Article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral n°285 du 22 mars 2021 susvisé dispose : « L'exploitant met notamment en œuvre les dispositions suivantes avant le 18 août 2022 : (...) • une surveillance et un plan de gestion des odeurs (MTD 10 et 12). »	3 mois, avec transmission d'un justificatif de la commande de l'étude olfactive sous un délai intermédiaire de 1 mois

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société EDIB.

Article 4 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de la commune de Longvic, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON

Le Préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Johann MOUGENOT

